

# Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011

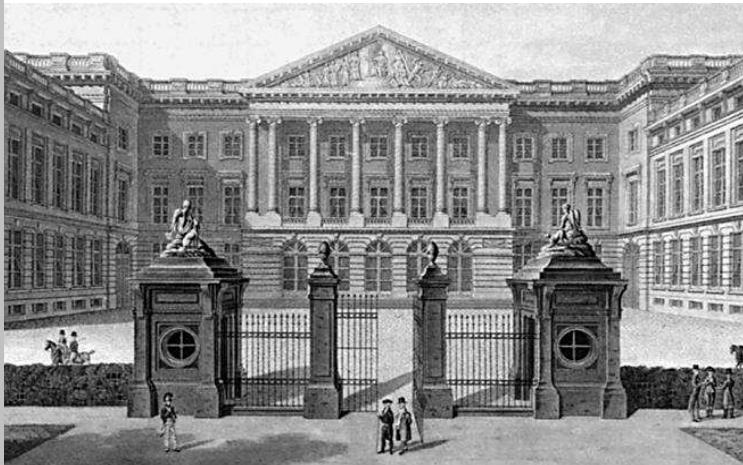
5-38COM

## Commission des Affaires sociales

Mardi 15 février 2011

Séance de l'après-midi

**Annales**



## Handelingen

**Commissie voor de Sociale  
Aangelegenheden**

Dinsdag 15 februari 2011

Namiddagvergadering

5-38COM

**Belgische Senaat**  
**Gewone zitting 2010-2011**

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:  
[www.senate.be](http://www.senate.be)    [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)

#### Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:  
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:  
[www.senate.be](http://www.senate.be)    [www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)

## Sommaire

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la différence de traitement des chômeurs selon le statut professionnel de leur conjoint» (n° 5-257).....	4
Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination» (n° 5-336) .....	6
Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la remise au travail des personnes handicapées à la suite d'une maladie ou d'un accident» (n° 5-450) .....	7
Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «les besoins spécifiques des garçons et des hommes d'origine étrangère dans le cadre de la problématique des mariages forcés et arrangés» (n° 5-451) .....	9
Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «l'étude de faisabilité d'un master interuniversitaire en études de genre» (n° 5-297) .....	11
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et à la ministre de l'Intérieur sur «la violence domestique à l'égard des femmes musulmanes» (n° 5-371).....	13
Demande d'explications de M. Louis Ide à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la loi fixant la durée du travail des médecins, dentistes, vétérinaires, des candidats-médecins en formation, des candidats-dentistes en formation et étudiants stagiaires se préparant à ces professions» (n° 5-445) .....	16
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la limitation de la durée de travail pour les médecins en formation et la pénurie de médecins» (n° 5-474).....	16

## Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «het verschil in de behandeling van werklozen naargelang van de beroepsstatus van hun echtgenoot» (nr. 5-257) .....	4
Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie» (nr. 5-336) .....	6
Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wedertewerkstelling van personen die door een ziekte of ongeval een handicap kregen» (nr. 5-450) .....	7
Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de specifieke behoeften van jongens en mannen van vreemde afkomst in het kader van de problematiek van gedwongen en geregelde huwelijken» (nr. 5-451) .....	9
Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de haalbaarheidsstudie betreffende de oprichting van een interuniversitaire master genderstudies» (nr. 5-297) .....	11
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid en aan de minister van Binnenlandse Zaken over «huiselijk geweld tegen moslima's» (nr. 5-371) .....	13
Vraag om uitleg van de heer Louis Ide aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wet tot vaststelling van de arbeidsduur van de geneesheren, de tandartsen, de dierenartsen, kandidaat-geneesheren in opleiding, kandidaat-tandartsen in opleiding en studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van deze beroepen» (nr. 5-445) .....	16
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «het beperken van de arbeidsduur voor artsen in opleiding en het tekort aan artsen» (nr. 5-474).....	16

**Présidence de M. Bert Anciaux***(La séance est ouverte à 15 h 55.)***Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la différence de traitement des chômeurs selon le statut professionnel de leur conjoint» (nº 5-257)**

**Mme Fabienne Winckel (PS).** – Comme partenaire d'une personne bénéficiant d'un revenu professionnel d'indépendant, un demandeur d'emploi qui vient de perdre son emploi n'a pas droit aux allocations de chômage au taux de cohabitant avec charge de famille. Après l'expiration de sa première période de chômage, ses allocations passent de 60 pour cent de son dernier salaire à 40 pour cent pour une période déterminée en fonction de son passé professionnel. Ensuite il obtient une indemnité forfaitaire. S'il avait pu être considéré comme cohabitant avec charge de famille, il aurait continué à recevoir, après sa première année de chômage, des allocations à hauteur de 60 pour cent de son dernier salaire.

Dans une situation similaire, la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage et l'Office national de l'emploi octroie des dérogations pour les partenaires de salariés au revenu modeste, c'est-à-dire moins de 612 euros par mois. Pour le partenaire d'un salarié, si toutes les conditions sont remplies, il conserve le statut de cohabitant avec charge de famille bien qu'il cohabite avec quelqu'un bénéficiant d'un revenu professionnel.

Certains indépendants gagnent moins que le plafond légal de 612 euros par mois. Des indépendants, dont les revenus sont faibles, obtiennent même parfois une dispense de cotisations sociales prévue à l'article 37 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967. Le chômeur vivant avec un partenaire indépendant perd donc une somme importante en allocations de chômage, simplement à cause de la nature des revenus de son partenaire.

Madame la ministre, pouvez-vous me dire le nombre de familles touchées par cette différence de traitement ? Pourquoi l'ONEM ne se base-t-il pas sur les revenus du conjoint pour déterminer le montant de l'allocation de chômage ?

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – L'article 60 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant des modalités d'application de la réglementation du chômage définit les conditions en fonction desquelles les revenus professionnels du conjoint d'un chômeur ne sont pas considérés comme revenus professionnels pour l'application de l'article 110, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de ce même arrêté et permettent donc l'octroi au chômeur du taux du travailleur chef de ménage.

Il est vrai que cet article prévoit explicitement qu'il doit s'agir de revenus d'un travail salarié, ce qui, par définition, exclut

**Voorzitter: de heer Bert Anciaux***(De vergadering wordt geopend om 15.55 uur.)***Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «het verschil in de behandeling van werklozen naargelang van de beroepsstatus van hun echtgenoot» (nr. 5-257)**

**Mevrouw Fabienne Winckel (PS).** – Als de partner van een zelfstandige beroepsbeoefenaar zijn werk verliest, heeft hij geen recht op de werkloosheidssuitkering voor een samenwonende met gezinslast. Na afloop van de eerste periode van werkloosheid valt de uitkering van 60% van het laatste loon terug op 40%, en dit voor een periode die door het beroepsverleden wordt bepaald. Nadien ontvangt hij een forfaitaire vergoeding. Mocht hij als samenwonende met gezinslast worden beschouwd, zou hij na het eerste jaar werkloosheid een uitkage ten bedrage van 60% van zijn laatste loon blijven ontvangen.

In een gelijkaardige situatie staan de Hulpkas voor Werkloosheidssuitkeringen en de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening afwijkingen toe voor partners van loontrekkenden met een bescheiden inkomen, dat wil zeggen minder dan 612 euro per maand. Als alle voorwaarden vervuld zijn, behoudt de partner van een loontrekkende de status van samenwonende met gezinslast, ook al woont hij samen met iemand die een beroepsinkomen heeft.

Sommige zelfstandigen verdienen minder dan het wettelijke plafond van 612 euro per maand. Zelfstandigen met een bescheiden inkomen worden soms zelfs vrijgesteld van de betaling van sociale bijdragen op basis van artikel 37 van het koninklijk besluit van 19 december 1967. De werkloze die met een zelfstandige partner samenleeft, verliest dus een aanzienlijk bedrag aan werkloosheidssuitkeringen, enkel en alleen vanwege de aard van het inkomen van zijn partner.

Hoeveel gezinnen treft deze ongelijke behandeling ? Waarom gaat de RVA niet van het inkomen van de echtgenoot uit om de hoogte van de werkloosheidssuitkering te bepalen ?

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Artikel 60 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsmaatregelen van de werkloosheidsreglementering omschrijft de voorwaarden waaronder het inkomen van de echtgeno(o)t(e) niet als een beroepsinkomen wordt beschouwd voor de toepassing van artikel 110, §1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van dat koninklijk besluit en waaronder aan de werkloze een uitkering voor een gezinshoofd wordt toegekend.

Het artikel stipuleert uitdrukkelijk dat het inkomen moet voortvloeien uit arbeid in loondienst, waardoor het inkomen

donc les revenus provenant d'une profession d'indépendant.

La motivation de cette distinction n'est nullement le résultat d'un jugement de valeur ou d'une discrimination, mais découle de la nécessité de pouvoir opérer un contrôle du montant exact du revenu et d'assurer une certaine sécurité juridique. En effet, l'organisme qui effectue le paiement des allocations pour un mois donné doit être en mesure de déterminer le montant des revenus du conjoint du chômeur pour ce mois et accorder ainsi soit des allocations de chômage chef de ménage si les revenus du conjoint sont inférieurs à 707 euros, soit des allocations de chômeur cohabitant si le revenu du conjoint est supérieur à ce montant. Ce calcul se fait chaque mois.

Dans le cas d'un travailleur salarié, le contrôle est assez facile puisque le salaire du cohabitant est fixé dans un contrat et que le montant exact du salaire perçu pour un mois est connu dès la fin de ce mois. En revanche lorsque le conjoint est indépendant la situation est différente puisque une activité indépendante engendre souvent des revenus fluctuant d'un mois à l'autre. La détermination du revenu d'un mois donné est aléatoire car la perception des montants facturés ce mois-là et le règlement de charges y afférentes peuvent être répartis sur une plus longue période.

Le résultat financier d'une année ou d'un mois donné n'est déterminant qu'après une longue période. Il est donc quasiment impossible à l'organisme de paiement de fixer le montant à payer pour un mois déterminé, car les données dont il dispose ne sont pas suffisamment fiables pour pouvoir modifier le statut de l'intéressé.

Attribuer le taux de chef de ménage de manière provisionnelle avec d'éventuelles récupérations ultérieures est difficilement concevable eu égard au temps nécessaire pour connaître le revenu imputable à tel ou tel mois et à la complexité des procédures de récupération et de recalcul.

Dans un arrêt du 1<sup>er</sup> avril 2003, la Cour du travail de Liège a confirmé cette vision. Elle énonce qu'il serait injustifié de maintenir en faveur du conjoint d'un travailleur indépendant le droit au taux chef de ménage aussi longtemps qu'il n'est pas établi que son activité génère des bénéfices, puisque les revenus tirés d'une activité indépendante ne sont connus qu'après leur calcul définitif par l'administration fiscale. En retenant la bonne foi du chômeur, il serait presque impossible d'obtenir la récupération de l'indu. La Cour concluait que l'article 110 de l'arrêté royal évoqué n'ouvre pas le droit au taux de chef de ménage lorsque le conjoint du chômeur exerce une activité d'indépendant, quels que soient les revenus générés par cette activité.

Je ne dispose pas de statistiques en la matière ; au-delà des explications que je viens de donner, je pourrais demander au comité de gestion de l'ONEM de se pencher sur ce problème difficile afin d'éviter une certaine discrimination lorsqu'il s'agit de revenus manifestement faibles durant une longue période.

**Mme Fabienne Winckel (PS).** – Comme la ministre, je suis consciente des difficultés.

Par ailleurs, des personnes qui se lancent dans une carrière d'indépendant et connaissent des difficultés, ont du mal de

*uit een zelfstandige beroepsactiviteit wordt uitgesloten.*

*Dat onderscheid is niet ingegeven door een waardeoordeel of een discriminatie, maar vloeit voort uit de noodzaak de hoogte van het inkomen exact te bepalen en een bepaalde rechtszekerheid te waarborgen. De instelling die de uitkeringen voor een maand doet, moet het bedrag van het inkomen van de echtgenoot van de werkloze voor die maand kunnen bepalen. Als het inkomen van de echtgenoot lager is dan 707 euro, kent de instelling de werkloosheidsuitkering voor een gezinshoofd toe; als het inkomen van de echtgenoot boven dat bedrag ligt, kent ze de werkloosheidsuitkering voor een samenwonende toe. Die berekening wordt maandelijks gemaakt.*

*Voor loontrekkenden is die controle vrij eenvoudig aangezien het loon van de samenwonende in een overeenkomst is vastgelegd. Het exacte bedrag van het loon voor een maand is aan het einde van die maand bekend. Als de echtgenoot echter een zelfstandige beroepsactiviteit uitoefent, verschilt het inkomen vaak van maand tot maand. Het inkomen van een maand is dan ook onzeker want de inning van de bedragen die in die maand werden gefactureerd en de afhandeling van de daaraan verbonden lasten kunnen over een langere periode worden gespreid.*

*Het financiële resultaat van een jaar of een maand kan slechts na een lange periode worden bepaald. De uitkeringsinstelling kan dan ook onmogelijk het bedrag voor een bepaalde maand vastleggen want ze beschikt niet over voldoende betrouwbare gegevens om de status van de betrokkenen aan te passen.*

*Het is moeilijk denkbaar dat de uitkering voor een gezinshoofd op voorlopige basis wordt toegekend en dan later eventueel sommen te moeten terugvorderen. Het duurt immers een hele tijd voordat het inkomen van een bepaalde maand bekend is en de procedures voor terugvordering en herberekening zijn ingewikkeld.*

*Het arbeidshof van Luik heeft dat standpunt in een arrest van 1 april 2003 bevestigd. Het oordeelde dat het ongerechtvaardig zou zijn dat de echtgenoot van een zelfstandige beroepsbeoefenaar het recht op een uitkering voor een gezinshoofd zou behouden zolang niet is vastgesteld dat zijn activiteit winstgevend is, aangezien het inkomen uit een zelfstandige beroepsactiviteit pas bekend is na de eindberekening door de fiscus. Zonder goede trouw van de werkloze is het bijna onmogelijk het niet-verschuldigde bedrag te recupereren. Het hof besluit dat artikel 110 van het voormalde koninklijk besluit geen recht op uitkering opent voor een gezinshoofd wanneer de echtgenoot van de werkloze een zelfstandige activiteit uitoefent, ongeacht het gegenereerde inkomen.*

*Ik beschik niet over cijfergegevens ter zake. Ik zou het beheerscomité van de RVA kunnen vragen zich over dit ingewikkelde probleem te buigen teneinde een discriminatie te vermijden voor inkomens die gedurende een lange periode duidelijk laag zijn.*

**Mevrouw Fabienne Winckel (PS).** – Ik besef, net als de minister, dat het ingewikkeld is.

*Overigens komen mensen, die een zelfstandige beroepsactiviteit beginnen en moeilijkheden ondervinden, met*

vivre avec des revenus aussi bas. Si l'on a pu faire un effort sur le plan des cotisations sociales, on pourrait faire de même sur celui des indemnités de chômage.

J'attendrai l'avis du comité de gestion sur cette question qui me semble pertinente, surtout en cette période de crise.

**Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination» (nº 5-336)**

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Depuis le 10 mai 2007, la Belgique a transposé dans sa législation nationale la directive européenne 2000/78/CE visant à garantir un traitement égal dans le cadre de l'emploi, des conditions de travail et de la formation professionnelle.

Compte tenu de la loi antidiscrimination du 25 février 2003, cette loi, entrée en vigueur le 9 juin 2007, interdit la discrimination fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, etc.

Le texte prévoit des possibilités d'exceptions pour que la discrimination à l'embauche ne puisse être évoquée quand les justifications de mise à l'écart sont objectivement légitimes ou qu'une expérience professionnelle déterminante est requise.

Un cas litigieux, par nature singulier, sera examiné par le Centre pour l'Égalité des Chances et/ou par un juge. Ceux-ci détermineront la légitimité des motifs invoqués et des moyens employés.

La loi prévoit également des exceptions plus globales, quand des politiques publiques sont menées en matière d'emploi ou que des actions dites « positives » visent temporairement un groupe particulier.

Dans l'article 8, §4, la loi prévoit que le gouvernement finalise un arrêté royal constituant une liste exemplative des situations dans lesquelles une caractéristique déterminée constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante.

De même, l'article 10, paragraphe 3, de la loi prévoit que le gouvernement finalise un arrêté royal fixant les conditions des actions positives menées en matière d'emploi.

Or, d'après les informations dont je dispose à ce jour, ces arrêtés royaux, pourtant essentiels à la bonne application de la loi, n'ont pas été élaborés. Sont-ils en voie de finalisation ? Les consultations auprès des organes publics et privés visés à l'article 10, paragraphe 4, ont-elles été ou vont-elles être menées ? Si ces organes n'ont pas encore été consultés, pourriez-vous nous indiquer le calendrier des consultations ?

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Je remercie Mme Saïdi de sa question.

*een dergelijk laag inkomen moeilijk rond. Op het vlak van de sociale bijdragen werd een inspanning gedaan; dat moet ook mogelijk zijn voor de werkloosheidssuitkeringen.*

*Ik wacht het advies van het beheerscomité van de RVA af over deze kwestie, die vooral in deze crisisperiode zeer relevant is.*

**Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie» (nr. 5-336)**

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – *Sinds 10 mei 2007 heeft België de Europese richtlijn 2000/78/EG tot instelling van een algemeen kader van gelijke behandeling in arbeid en beroep in nationale wetgeving omgezet.*

*De wet van 10 mei 2007, die in werking is getreden op 9 juni 2007, en de antidiscriminatiewet van 25 februari 2003 vervangt, verbiedt discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, handicap, geloof of levensbeschouwing, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, enzovoort.*

*De tekst voorziet in uitzonderingsmogelijkheden opdat discriminatie bij de indienstneming niet kan worden ingeroepen indien de redenen om iemand opzij te schuiven objectief gerechtvaardigd zijn of als doorslaggevende beroepservaring is vereist.*

*Een geschil, van nature uniek, wordt onderzocht door het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding en/of door een rechter. Zij beoordelen de legitimiteit van de ingeroepen motieven en van de gebruikte middelen.*

*De wet voorziet ook in meer algemene uitzonderingen, als de overheid een werkgelegenheidsbeleid voert of als zogenaamde ‘positieve acties’ tijdelijk op een specifieke groep gericht zijn.*

*In artikel 8, §4, van de wet is bepaald dat de regering bij koninklijk besluit een exemplifieerde lijst van situaties kan bepalen waarin een bepaald kenmerk een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt.*

*Op dezelfde wijze bepaalt artikel 10, paragraaf 3 van de wet dat de regering bij koninklijk besluit de situaties bepaalt waarin en de voorwaarden waarbij een maatregel van positieve actie getroffen kan worden.*

*Volgens de informatie waarover ik vandaag beschik zijn die koninklijke besluiten, die nochtans essentieel zijn om de wet goed te kunnen toepassen, nog niet uitgewerkt. Zullen ze weldra klaar zijn? Hebben de raadplegingen bij de publieke en privé-organen bedoeld in artikel 10, paragraaf 4 plaatsgevonden of zullen ze plaatsvinden? Als die organen nog niet werden geraadpleegd, kunt u me dan zeggen wanneer die raadplegingen zullen plaatsvinden?*

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – *Ik dank mevrouw Saïdi voor haar vraag.*

*Bij mijn aantreden heb ik vastgesteld hoe ingewikkeld het was*

Lorsque je suis entrée en fonction, j'ai constaté la complexité de la mise en œuvre de cette loi du 10 mai 2007. Celle-ci mérite des thèses de doctorat pour la rédaction des arrêtés d'exécution ! En tant que juriste, j'ai rarement vu une loi aussi compliquée à mettre en œuvre.

J'ai mis sur pied un groupe de travail où siègent des membres de mon cabinet, du Centre pour l'égalité des chances, de l'Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes et du SPF Emploi. Ce groupe bénéficie du soutien des auteurs de la loi, qui sont des avocats experts, pour préparer les différents arrêtés royaux relatifs aux mesures positives et aux différents éléments évoqués dans la question.

Ces arrêtés sont en train d'être finalisés, en tout cas en ce qui concerne les éléments objectifs qui ont été cités. Ils sont intimement liés et, en fait, un seul arrêté d'exécution concerne les actions positives à l'égard des groupes cibles.

Il est vrai que pour la détermination de ces groupes cibles, nous attendons que le monitoring socio-économique soit terminé. La Banque Carrefour et l'ensemble des différentes administrations collaborent à l'identification des différents groupes cibles de manière objective, sur la base de ce monitoring. Ce travail demande également une coordination avec les entités fédérées.

Nous attendions donc ces derniers éléments pour finaliser l'arrêté qui est déjà rédigé à plus de 80%. Nous avions déjà consulté le Conseil national du travail qui nous avait remis un avis le 10 octobre 2008. Dès que nous disposerons de l'ensemble des éléments, nous demanderons la consultation du Comité A.

Le fait que nous soyons en affaires courantes ne nous empêche pas d'avancer ni de discuter de l'évolution de ces arrêtés. À mes yeux, l'urgence demande que nous puissions prendre ces arrêtés. Je verrai avec mes collègues du gouvernement si ces arrêtés peuvent entrer dans le concept des affaires courantes ou urgentes.

Les projets d'arrêté sont en tout cas quasiment opérationnels.

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Je me réjouis que la ministre considère que cette disposition est urgente. C'est aussi une bonne chose que ces arrêtés sont en voie d'élaboration car ils sont réellement indispensables pour prévenir toute velléité de discrimination.

Si la situation politique le permet, je reviendrai sur le sujet pour connaître l'état d'avancement du dossier.

### Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la remise au travail des personnes handicapées à la suite d'une maladie ou d'un accident» (n° 5-450)

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Des études européennes montrent qu'un travailleur sur cinq sera victime d'une maladie incapacitante ou d'un accident lourd de conséquences.

Passé le choc physique et mental et si leur état le leur permet,

*de wet van 10 mei 2007 in werking te laten treden. Die wet verdient doctoraalscripties voor de redactie van de uitvoeringsbesluiten! Als jurist heb ik zelden een wet gezien die zo ingewikkeld is om uit te voeren.*

*Ik heb een werkgroep opgezet waarin leden van mijn kabinet, van het Centrum voor gelijkheid van kansen, van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en van de FOD werkgelegenheid zetelen. Die groep geniet de steun van de auteurs van de wet, die gespecialiseerde advocaten zijn, om de verschillende koninklijke besluiten met betrekking tot de positieve maatregelen voor te bereiden.*

*Die besluiten zijn bijna klaar, in ieder geval wat betreft de objectieve elementen die vermeld werden. Ze zijn nauw met elkaar verbonden en in feite betreft een enkel uitvoeringsbesluit de positieve acties ten aanzien van de doelgroepen.*

*Het is waar dat we voor de bepaling van die doelgroepen wachten tot de sociaaleconomische monitoring klaar is. De kruispuntbank en alle besturen werken samen aan de objectieve identificatie van de verschillende doelgroepen, op basis van die monitoring. Dat werk vereist eveneens coördinatie met de regionale entiteiten.*

*We wachten dus op die laatste elementen om het besluit, dat al voor 80% is opgesteld, af te werken. We hadden de Nationale Arbeidsraad al geraadpleegd. Die heeft ons een advies verstrekkt op 10 oktober 2008. Zodra we over alle elementen beschikken, zullen we het Comité A raadplegen.*

*Het feit dat de regering in lopende zaken is, belet niet dat we vooruit gaan, noch dat we de voortgang van die besluiten bespreken. In mijn ogen is spoed vereist en moeten we daarom die besluiten nemen. Ik zal met mijn collega's in de regering bekijken of die besluiten onder de lopende of dringende zaken kunnen vallen.*

*De ontwerpen van besluit zijn in ieder geval zo goed als klaar.*

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – *Ik ben blij dat de minister die bepaling dringend acht. Het is eveneens positief dat die besluiten bijna zijn uitgewerkt want ze zijn echt onmisbaar om elke neiging tot discriminatie te verhinderen.*

*Als de politieke situatie het mogelijk maakt, kom ik terug op dit onderwerp om de stand van zaken van het dossier te kennen.*

### Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wedertwerkstelling van personen die door een ziekte of ongeval een handicap kregen» (nr. 5-450)

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – *Europese studies tonen aan dat één op vijf werknemers slachtoffer wordt van een zware ziekte of een ongeluk met zware gevolgen.*

*Na de fysieke en mentale schok, moeten die mensen, als ze*

s'ensuit alors une longue période durant laquelle ces personnes doivent réapprendre à vivre, à faire les choses du quotidien, à « dompter » leur handicap. On pourrait penser que ce n'est qu'une fois cette étape franchie que ces personnes retrouvent la volonté de chercher un emploi. Pour ma part, recommencer à travailler fait partie intégrante de ce processus, souvent perçu comme vital.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour saluer les ETA – Entreprises de travail adapté – de notre pays. Ces entreprises permettent à de très nombreuses personnes moins valides de se sentir à nouveau utiles, de retrouver une forme de dignité et de se revaloriser socialement au travers de leur activité professionnelle.

Cependant, selon les estimations syndicales, seul un tiers des personnes handicapées âgées de 16 à 64 ans est au travail, contre 65% chez les personnes valides. Il reste donc encore beaucoup à faire dans le domaine de la remise au travail des personnes moins valides.

En outre, seul un pour cent des travailleurs en ETA est ensuite embauché dans une autre entreprise, alors que les ETA ont pour mission de servir de passerelles vers le circuit économique « ordinaire ».

À l'occasion de la Journée mondiale de la personne handicapée du 3 décembre dernier, des syndicats ont lancé un appel pour que des conventions collectives de travail soient négociées en vue de faciliter le maintien au travail, l'embauche ou la réintégration des personnes handicapées après un accident de travail ou une maladie.

Le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale envisage-t-il d'aborder cette question lors d'une concertation avec les partenaires sociaux ?

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Les données du SPF Emploi montrent qu'environ deux tiers des conventions collectives sectorielles et des conventions collectives complémentaires conclues en 2009 et 2010 dans le cadre de la réglementation relative aux « groupes à risques » intègrent les « handicapés » ou « moins-valides » dans leur définition des groupes à risques. Si vous le désirez, je vous ferai d'ailleurs parvenir un aperçu de ces différentes conventions.

Maintenant que les négociations sectorielles vont commencer, j'avais l'intention – comme vous m'y invitez d'ailleurs – d'envoyer une lettre aux différents responsables des commissions paritaires pour leur demander d'accorder une attention toute particulière aux dispositions concernant les personnes handicapées et, surtout, aux mesures relatives à l'accès à l'emploi des personnes moins valides ou handicapées, que ce soit par la logique des groupes cibles ou autres. Je pense également à la classification des fonctions, à la lutte pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et à la lutte contre les discriminations plus spécifiquement axée sur la problématique des personnes handicapées.

J'aimerais au moins, même si cela ne relève pas de mes compétences, que l'on puisse respecter au niveau fédéral les quotas que nous nous sommes fixés. Pour pouvoir donner des leçons à tout le monde, il faut être capable de respecter l'objectif de 3% de personnes handicapées dans ses propres

*voldoende hersteld zijn, opnieuw de draad van hun leven opnemen en proberen hun handicap onder controle te houden. Men zou kunnen denken dat die mensen, eens ze zo ver staan, weer werk willen zoeken. Opnieuw aan de slag kunnen, maakt volgens mij wezenlijk deel uit van dit proces. Het is als het ware van levensbelang.*

*Ik wil hier ook hulde brengen aan de beschutte werkplaatsen in ons land. Mindervaliden krijgen er het gevoel weer nuttig te zijn. Ze vinden hun waardigheid terug en worden maatschappelijk gewaardeerd worden voor het werk dat ze presteren.*

*Volgens ramingen van de vakbonden is slechts één derde van de mensen met een handicap tussen 14 en 64 jaar aan het werk. Voor validen is dat 65%. Er is dus nog veel te doen om mindervaliden meer aan het werk te krijgen.*

*Slechts één procent van de werknemers in een beschutte werkplaats wordt later aangeworven in een ander bedrijf, terwijl beschutte werkplaatsen de overgang naar de gewone arbeidsmarkt zouden moeten voorbereiden.*

*Naar aanleiding van de werelddag voor mensen met een handicap op 3 december jl. hebben vakbonden een oproep gelanceerd om collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten met het oog op het behoud van het werk, de aanwerving of de herinschakeling van mindervaliden na een arbeidsongeval of een ziekte.*

*Overweegt de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg dit thema te bespreken met de sociale partners?*

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Uit gegevens van de FOD Werkgelegenheid blijkt dat in ongeveer twee derde van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten en van de aanvullende cao's die in 2009 en 2010 gesloten zijn in het kader van de reglementering voor risicogroepen, personen met een handicap of mindervaliden beschouwen als een risicogroep. Ik kan u een overzicht bezorgen van die overeenkomsten.

*Nu de sectorale onderhandelingen gaan beginnen, was ik van plan de verantwoordelijken van de paritaire comités aan te schrijven om hun bijzondere aandacht te vragen voor de bepalingen met betrekking tot personen met een handicap en vooral voor de maatregelen om, al dan niet via de doelgroepen, mindervaliden toegang te verlenen tot de arbeidsmarkt. Ik denk bijvoorbeeld aan de classificatie van betrekkingen, de strijd voor loongelijkheid tussen mannen en vrouwen en aan de strijd tegen discriminatie, in het bijzonder van personen met een handicap.*

*Ik zou minstens willen bereiken dat op het federale niveau de opgelegd quota in acht worden genomen, ook al behoort dat niet onder tot mijn bevoegdheid. Voor men andere de les wil spellen, moet men de doelstelling van 3% mindervalide personeelsleden in de eigen administratie waarmaken. Ik wens dat de overheid hierin het voorbeeld geeft zodat we vooruitgang kunnen boeken.*

administrations. Je voudrais que les administrations publiques montrent réellement l'exemple dans ce domaine et que nous puissions avancer.

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Je remercie la ministre pour sa réponse. La promotion est cruciale. Il faut vraiment sensibiliser les institutions et les collectivités locales au devoir moral d'engager des personnes handicapées. Il n'y a pas de contrainte à le faire. Dans ma commune, par exemple, nous avons organisé une rencontre avec la fédération des entreprises de travail adapté qui nous a permis de nous rendre compte à quel point nous pouvions engager des personnes handicapées, y compris dans les marchés publics.

**Demande d'explications de Mme Fatiha Saïdi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «les besoins spécifiques des garçons et des hommes d'origine étrangère dans le cadre de la problématique des mariages forcés et arrangés» (nº 5-451)**

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Je me demande pourquoi ma question écrite a été transformée en demande d'explications...

Quoiqu'il en soit, je m'interroge à propos des choix stratégiques à envisager en vue d'harmoniser la prévention et l'assistance aux garçons et aux hommes d'origine étrangère impliqués dans la problématique des mariages forcés et arrangés.

Le volet opérationnel du plan d'action national 2010-2014 contre les violences entre partenaires étendu aux mariages forcés et arrangés prévoyait que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes formule des recommandations basées sur deux études universitaires dans le courant de l'année 2010.

La première étude a été menée par le Centre pour l'Islam en Europe de l'université de Gand de 2005 à 2007. Elle portait sur les facteurs limitant la liberté du choix d'un partenaire dans les groupes de populations d'origine étrangère en Belgique. La deuxième, publiée à la fin de l'année 2009 en complément de la première, était une analyse statistique et qualitative du choix de la conjointe et du mariage des hommes marocains, turcs et sikhs effectuée par le Centre pour les Migrations et Études interculturelles de l'université d'Anvers.

Les résultats de ces deux études ont-ils été analysés ? L'analyse a-t-elle permis à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de formuler des recommandations ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

(*M. Rik Torfs prend place au fauteuil présidentiel.*)

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – L'étude citée met en lumière les éléments qui déterminent le choix de partenaire par les hommes d'origine étrangère – qu'ils soient marocains, turcs ou sikhs – de la deuxième génération vivant en Belgique. Elle

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – *Ik dank de minister voor het antwoord. Het is van cruciaal belang dit aspect te promoten. Instellingen en gemeentebesturen moeten bewust gemaakt worden van de morele plicht om mindervaliden aan te werven. Nu is er weinig druk om dat te doen. In mijn gemeente hebben we bijvoorbeeld een ontmoeting georganiseerd met de federatie van beschutte werkplaatsen om na te gaan in welke mate we een beroep kunnen doen op personen met een handicap, ook bij openbare aanbestedingen.*

**Vraag om uitleg van mevrouw Fatiha Saïdi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de specifieke behoeften van jongens en mannen van vreemde afkomst in het kader van de problematiek van gedwongen en geregelde huwelijken» (nr. 5-451)**

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – *Mijn vraag gaat over de strategische keuzes met het oog op de harmonisering van de preventie en de bijstand aan jongens en mannen van vreemde afkomst in het kader van de problematiek van gedwongen en geregelde huwelijken.*

*Het operationele deel van het Nationaal Actieplan 2010-2014 ter bestrijding van partnergeweld werd uitgebreid tot de gedwongen huwelijken. Het bepaalt dat de Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in de loop van 2010 op basis van twee universitaire studies aanbevelingen zou doen.*

*De eerste studie werd in 2005-2007 gerealiseerd door het centrum voor de Islam in Europa van de universiteit van Gent. Ze ging over factoren die de vrije partnerkeuze beperken in de bevolkingsgroepen van vreemde afkomst in België. De tweede studie van het Centrum voor Migratie en Interculturele studies van de Universiteit Antwerpen werd eind 2009 gepubliceerd als aanvulling op de eerste. Het was een kwantitatieve en kwalitatieve analyse van de partnerkeuze en het huwelijk van Marokkaanse, Turkse en sikhmannen.*

*Zijn de resultaten van die studies geanalyseerd? Heeft het Instituut voor de gelijkheid van mannen en vrouwen aanbevelingen kunnen doen? Zo ja, welke?*

(*Voorzitter: de heer Rik Torfs.*)

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – *De studie waarnaar wordt verwezen werpt een licht op de elementen die de partnerkeuze bepalen van mannen van vreemde afkomst – Marokkanen, Turken of sikhs – van de tweede generatie, wonend in België. Ze is niet*

ne se limite pas à la seule problématique des mariages forcés et arrangés. Mais elle revêt effectivement à la fois un aspect quantitatif et qualitatif, notamment grâce aux nombreuses interviews réalisées auprès des personnes issues des trois cultures que j'ai évoquées.

Il ressort des premières analyses que l'intervention de tiers dans la conclusion d'un mariage est vraiment omniprésente et largement acceptée au sein de ces différentes communautés.

L'étude démontre aussi qu'il n'est pas toujours simple d'établir la distinction entre mariage forcé et mariage arrangé. En fonction des circonstances, des personnalités et des relations, un mariage arrangé peut devenir un mariage forcé. Par ailleurs, en dépit de premières rencontres exercées sous la pression, le mariage forcé peut se transformer en mariage arrangé.

Nous avons vraiment un problème de détermination des définitions et donc des mesures adéquates pour éviter ce genre de situations.

L'équipe de recherche de l'université d'Anvers a mis en exergue une série de mesures et de recommandations : la mise en place de points d'information pour les jeunes et les hommes allochtones, la création de matériel de sensibilisation destiné à toutes les minorités ethnoculturelles afin d'éviter les stigmatisations à l'encontre de ces dernières, l'intensification de l'information via les écoles et maisons de jeunes, le recours aux sites internet pour une sensibilisation à cette problématique. Une autre mesure est le maintien de cours de langue et d'intégration pour les arrivants, mais elle s'éloigne davantage du sujet qui nous occupe. Citons encore la rédaction de brochures présentant les expériences de quelques hommes appartenant à différentes minorités ethnoculturelles.

Le nouveau plan d'action contre les violences adopté en novembre par les différents niveaux de pouvoir et qui doit être appliqué au cours des quatre prochaines années comprend un volet vraiment très spécifique sur les crimes d'honneur et sur les mesures relatives aux mariages forcés, qui relèvent des compétences régionales, communautaires et – très partiellement – fédérales.

Je voudrais ajouter qu'une disposition française me paraît particulièrement intéressante en ce qui concerne les mariages forcés. Il s'agit, dans l'hypothèse où l'on emmène une jeune fille en vacances pour la marier, dans son pays d'origine, à un cousin éloigné, de permettre à cette jeune fille de bénéficier d'une interdiction de visa de sortie. L'idée me paraît excellente. On vise toujours la maîtrise des visas d'entrée, sans envisager celle des visas de sortie. Or, en évoquant cette interdiction, la jeune fille pourra rester dans le pays européen dans lequel elle vit. J'espère que ce nouveau plan pourra faire ses preuves.

**Mme Fatiha Saïdi (PS).** – Il y a lieu, sur le plan législatif, de réfléchir à d'autres modes opératoires visant à empêcher ces mariages forcés mais aussi les séquestrations des femmes à l'étranger. Mais j'interpellerais prochainement le ministre des Affaires étrangères concernant cette thématique qui doit aussi être prise en considération car il s'agit également de violence faite aux femmes et notre souci est de combattre toutes les formes de violence, y compris celle exercée à l'encontre d'une Belge d'origine étrangère qui se rend dans son pays

beperkt tot de problematiek van de gedwongen en gearrangeerde huwelijken. Ze heeft tegelijkertijd een kwantitatief en een kwalitatief aspect, onder meer dankzij de vele interviews met mensen uit de drie genoemde culturen.

*Uit de eerste analyses blijkt dat de interventie van derden in de huwelijksuitoefening in die verschillende gemeenschappen echt alomtegenwoordig en breed aanvaard is.*

*De studie toont ook aan dat het niet altijd eenvoudig is het onderscheid te maken tussen een gedwongen en een gearrangeerd huwelijk. Naargelang van de omstandigheden, de persoonlijkheden en de relaties kan een gearrangeerd huwelijk een gedwongen huwelijk worden. Ook kan een gedwongen huwelijk, ondanks het feit dat de eerste contacten onder dwang tot stand kwamen, uitgroeien tot een gearrangeerd huwelijk.*

*Het is echt moeilijk het probleem te definiëren en bijgevolg om adequate maatregelen te nemen om dergelijke situaties te vermijden.*

*Het onderzoeksteam van de universiteit van Antwerpen heeft een aantal maatregelen en aanbevelingen voorgesteld: de oprichting van infopunten voor allochtone jongeren en mannen, de creatie van bewustmakingsmateriaal voor etnisch-culturele minderheden dat erop gericht is stigmatisering van die groepen te vermijden, meer informatie in de scholen en de jeugdhuizen, internetsites voor bewustmaking van die problematiek. Een andere maatregel is het behoud van taal- en integratiecursussen voor nieuwkomers, maar hiermee dwalen we af van het aangekaarte probleem. Ook wordt aanbevolen brochures te maken met de ervaringen van enkele mannen uit de verschillende etnisch-culturele minderheden.*

*Het nieuwe actieplan ter bestrijding van het partnergeweld werd in november door de verschillende beleidsniveaus aangenomen en moet de volgende vier jaar worden toegepast. Eén onderdeel is specifiek gewijd aan maatregelen met betrekking tot de gedwongen huwelijken, waarvoor de gewesten, de gemeenschappen, en in beperkte mate ook de federale overheid, bevoegd zijn.*

*Ik wil nog verwijzen naar een zeer interessante Franse maatregel inzake gedwongen huwelijken. Wanneer een meisje op vakantie mee naar haar land van herkomst wordt genomen om er met een verre neef te trouwen, moet het mogelijk zijn voor dat meisje een uitreisvisum te weigeren. Dat lijkt me een excellent idee. Men kijkt altijd naar inreisvisa, maar nooit naar uitreisvisa. Door de weigering zal het meisje echter blijven in het Europese land waar ze woont. Ik hoop dat dit nieuwe plan zijn waarde zal bewijzen.*

**Mevrouw Fatiha Saïdi (PS).** – Er moet op wetgevend vlak worden gedacht aan andere maatregelen om zowel gedwongen huwelijken als de opsluiting van vrouwen in het buitenland te verhinderen. Ik zal de minister van Buitenlandse Zaken ondervragen over dat probleem waarmee eveneens rekening moet worden gehouden, want ook hier gaat het om geweld tegen vrouwen. We willen immers alle vormen van geweld tegen vrouwen bestrijden, met inbegrip van geweld tegen Belgische vrouwen van vreemde afkomst die naar hun

d'origine.

**Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «l'étude de faisabilité d'un master interuniversitaire en études de genre» (nº 5-297)**

**Mme Zakia Khattabi (Ecolo).** – Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2010, et à la suite de votre demande, l'asbl Sophia, réseau belge de coordination des études féministes, a réalisé sous la coordination de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, une étude de faisabilité « relative à la création d'un master interuniversitaire en études de genre en Belgique et l'élaboration d'un concept de master interuniversitaire en études de genre ».

Eu égard aux obligations internationales de la Belgique en matière de promotion de l'égalité des femmes et des hommes et à la loi dite « *de gender mainstreaming* » visant à intégrer de manière transversale la dimension du genre, et vu l'absence d'une telle formation dans le paysage universitaire de notre pays, cette initiative était plus que bienvenue, pour ne pas dire indispensable.

Le rapport a été déposé en décembre. Pouvez-vous m'indiquer quelles sont les conclusions de cette étude ainsi que les suites que vous leur donnerez ?

En réponse à une question sur ce sujet, le ministre en charge de l'Enseignement supérieur en Communauté française m'avait indiqué que l'étude visait notamment « à susciter et s'assurer de l'adhésion des autorités académiques et politiques à ce projet, afin d'ancrer structurellement les études de genre dans les universités. » À cet effet, un comité de pilotage associant les cabinets, les administrations et les universités des Communautés française et flamande avait d'ailleurs été mis sur pied.

À l'issue de cette recherche, cette adhésion est-elle désormais acquise ? En d'autres termes, peut-on espérer la création rapide de ce master interuniversitaire ?

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Nous avons effectivement demandé à l'asbl Sophia de réaliser cette étude de faisabilité pour décembre 2010 puisqu'elle avait fait le constat que, contrairement à d'autres pays, nous ne disposions d'aucune formation universitaire ou d'enseignement supérieur dans ce domaine.

Je vous transmettrai le rapport qui m'a été soumis. Nous pourrions éventuellement en discuter au sein de cette commission.

Quatre conclusions importantes se dégagent.

La première indique que l'organisation d'une formation de master intercommunautaire n'est pas évidente en matière de diplômes. On préconise plutôt la création d'une formation interuniversitaire, à la fois en Communauté française et en

land van herkomst gaan.

**Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de haalbaarheidsstudie betreffende de oprichting van een interuniversitaire master genderstudies» (nr. 5-297)**

**Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo).** – De vzw Sophia, het Belgische coördinatienetwerk voor vrouwenstudies, heeft op uw vraag tussen 1 januari 2009 en 31 december 2010, onder de coördinatie van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, een haalbaarheidsstudie uitgevoerd over ‘de oprichting van een interuniversitaire master in genderstudies in België en de uitwerking van een concept van interuniversitaire master en genderstudies’.

*Gezien de internationale verplichtingen van België op het vlak van de bevordering van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de zogenaamde wet ‘gendermainstreaming’, die erop gericht is op transversale wijze de dimensie van het geslacht te integreren, en gezien de afwezigheid van dergelijke opleiding in het universitaire landschap in ons land, was dit initiatief meer dan welkom, om niet te zeggen broodnodig.*

*Het verslag werd in december ingediend. Kunt u me de conclusies van die studie meedelen, evenals het gevolg dat u eraan zult geven?*

*In antwoord op een vraag over dit onderwerp deelde de minister voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap mee dat de studie onder meer beoogde de instemming van de academische en politieke autoriteiten te verkrijgen, zodat de genderstudies structureel in de universiteiten kunnen worden verankerd. Daartoe werd overigens een stuurcomité, samengesteld uit kabinetten, de administraties en de universiteiten van de Franse en Vlaamse Gemeenschap, opgericht.*

*Heeft de studie als resultaat dat die instemming werd verkregen? Met andere woorden, kunnen we spoedig de oprichting van die interuniversitaire master verwachten?*

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – We hebben inderdaad aan de vzw Sophia gevraagd die haalbaarheidsstudie uit te voeren tegen december 2010, aangezien ze had vastgesteld dat ons land, in tegenstelling tot andere landen, over geen enkele universitaire opleiding of opleiding in het hoger onderwijs in dat domein beschikte.

*Ik zal u het verslag bezorgen. We kunnen het eventueel bespreken in deze commissie.*

*Een eerste conclusie uit dat verslag is dat de organisatie van een intercommunautaire masteropleiding niet vanzelfsprekend is op het vlak van diploma's. Er wordt eerder aan de oprichting van een interuniversitaire vorming gedacht, zowel in de Franse als in de Vlaamse Gemeenschap, op een verschillende taalbasis. Daarna kunnen intercommunautaire*

Communauté flamande, sur une base linguistique différente. Ensuite, des accords de collaboration intercommunautaire pourraient être noués sur les modules de formation et la mobilité des étudiants ou des professeurs.

L'idée est plutôt de prévoir une formation interuniversitaire par communauté, avec des partenariats entre les communautés, avec la participation des trois académies et, le cas échéant, des écoles d'enseignement supérieur qui le souhaiteraient. Un système de mobilité permettrait à ceux qui le désirent de suivre les formations dispensées dans les deux communautés. La codiplomation est possible et applicable aux deux communautés.

Un nombre important de modules de formation avec une perspective de genre est déjà proposé, au niveau du master, dans les universités belges. Ces formations sont en général faiblement ancrées car elles sont fortement liées à la personne. En outre, les études de genre ne se développent pas autant dans chaque discipline et dans chaque université et il n'existe pas de module de formation théorique et méthodologique en études de genre, au niveau du master, dans les universités belges.

Le regroupement de l'offre existante dans des spécialisations à orientation thématique ou disciplinaire peut être, selon l'étude, une ébauche de programme de master, avec une collaboration interuniversitaire à ce sujet.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité, l'asbl Sophia a aussi réalisé une étude de marché, d'une part, auprès des étudiants et doctorants et, d'autre part, auprès des employeurs potentiels. Cette étude a révélé que l'organisation d'un master en études de genre est pertinente à la fois sur les plans social et scientifique. Elle a révélé un besoin réel et une demande de poursuite d'expertise en la matière, ce qui est une bonne nouvelle.

En ce qui concerne les bonnes pratiques, la Belgique est un des rares pays européens à ne pas proposer de formation en la matière. Le paysage européen de l'enseignement en ce qui concerne les études de genre a été analysé. Quelques études de cas, de programmes de master ont été discutés. Il en ressort que l'appui des autorités politiques et/ou universitaires, outre l'engagement énorme des académiciens concernés, est indispensable pour le lancement d'une nouvelle formation en études de genre.

Autrement dit, en l'absence de décision de politique et surtout de financement permettant de lancer le projet, je crains que les chances ne soient réduites.

C'est sur la base de ces paramètres qu'un programme-cadre pour un master en études de genre a été élaboré. L'un des principaux mérites de ce projet réside dans la diversité des acteurs. Des représentants des différentes universités et des grandes écoles belges ont participé au groupe de travail qui a surtout étudié l'aspect du contenu. Un comité de pilotage, composé de représentants des différents cabinets, administrations compétentes et autorités académiques, s'est penché avec un vif intérêt sur la question. À ce stade, il n'y a pas encore d'accord formel des autorités académiques pour créer ce master.

Je compte envoyer cette étude dont nous venons de découvrir les conclusions aux différentes autorités académiques, aux

*samenwerkingsakkoorden worden gesloten over opleidingsmodules en over de mobiliteit van de studenten of professoren.*

*Het idee is eerder een interuniversitaire opleiding in elke gemeenschap te organiseren, met samenwerkingsverbanden tussen de gemeenschappen, met de deelname van de drie academies, en eventueel met scholen voor hoger onderwijs die dat wensen. Een mobiliteitsysteem zou het voor degenen die dat wensen, mogelijk maken de opleiding te verdelen over de twee gemeenschappen. Codiplomering is mogelijk en toepasbaar in de twee gemeenschappen.*

*Aan de Belgische universiteiten wordt al een groot aantal opleidingsmodules met een genderperspectief op masterniveau aangeboden. Die opleidingen zijn over het algemeen weinig verankerd aangezien ze sterk aan de persoon gebonden zijn. Bovendien ontwikkelen de genderstudies zich niet even sterk in elke discipline en in elke universiteit en bestaat er geen theoretische en methodologische opleidingsmodule in genderstudies op masterniveau aan de Belgische universiteiten.*

*De groepering van het bestaande aanbod in specialisaties met een thematische of disciplinaire oriëntatie kan volgens de studie een aanzet vormen voor een masterprogramma, met een interuniversitaire samenwerking betreffende dat onderwerp.*

*In het kader van de haalbaarheidsstudie heeft de vzw Sophia ook een marktstudie uitgevoerd, enerzijds bij de studenten en doctoraatsstudenten en anderzijds bij de potentiële werkgevers. Uit die studie blijkt dat de organisatie van een master in genderstudies zowel op sociaal vlak als op wetenschappelijk vlak relevant is. De studie heeft een reële nood en een vraag naar vervolgexpertise in deze materie blootgelegd, wat een goede zaak is.*

*België is een van de weinige Europese landen waarin geen opleiding in deze materie wordt aangeboden. Het Europese landschap van genderstudies werd onderzocht. Enkele casestudy's van masterprogramma's werden besproken. Daaruit blijkt dat de steun van de politieke en/of universitaire overheden, naast het enorme engagement van de betrokken academici, onmisbaar is voor de oprichting van een nieuwe genderopleiding.*

*Met andere woorden, zonder politieke beslissing en vooral zonder financiering die de start van dit project mogelijk maken, zijn de kansen klein.*

*Het is op basis van die gegevens dat een kaderprogramma voor een master in genderstudies werd uitgewerkt. Een van de belangrijkste verdiensten van dat project schuilt in de diversiteit van de actoren. Vertegenwoordigers van de verschillende universiteiten en van grote Belgische scholen hebben deelgenomen aan de werkgroep, die vooral de inhoud heeft bestudeerd. Een stuurcomité, samengesteld uit vertegenwoordigers van de verschillende kabinetten, van de bevoegde administraties en van de academische overheden, heeft zich met grote interesse over het onderwerp gebogen. Op dit ogenblik is er nog geen formeel akkoord van de academische autoriteiten om die master op te richten.*

*Ik ben van plan die studie aan de verschillende academische overheden, de rectoren en de interuniversitaire*

recteurs et aux coordinations interuniversitaires, avec une demande d'analyse des collaborations possibles entre les différentes universités. Ce même dossier sera également transmis aux ministres communautaires de l'enseignement supérieur.

**Mme Zakia Khattabi (Ecolo).** – Je remercie le ministre du soutien qu'elle apporte à ce projet. Étant sénatrice de communauté, je ne manquerai pas d'interroger le ministre de l'Enseignement supérieur de la Communauté française afin de m'assurer de son soutien, d'autant qu'il a déjà marqué son intérêt pour l'étude et pour la mise en place d'un tel dispositif. Je ne manquerai pas de revenir ensuite vers vous, madame la ministre, afin de voir comment avancer dans la concrétisation de ce projet.

### Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et à la ministre de l'Intérieur sur «la violence domestique à l'égard des femmes musulmanes» (nº 5-371)

**M. Bert Anciaux (sp.a).** – *Comme leurs congénères, de nombreuses femmes d'origine maghrébine sont victimes de violence domestiques. Cette forme de violence, une pratique criminelle intolérable, semble largement répandue.*

*La Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims, VOEM, a communiqué dernièrement des chiffres très inquiétants et a souligné que la violence intrafamiliale à l'égard des femmes maghrébines est un phénomène relativement important mais qui reste un sujet tabou. La VOEM fournit des informations au sujet de la violence domestique à l'égard, entre autres, des femmes marocaines et intervient comme point de contact en cas de suspicion de violence intrafamiliale. Dans cette situation précaire, les femmes ne connaissent pas suffisamment leurs droits, ne sont pas financièrement autonomes et se retrouvent complètement isolées. Souvent, il s'agit de femmes marocaines qui se sont mariées dans notre pays avec un Belgo-marocain. Certaines d'entre elles vivent ici depuis 15 ou 20 ans et ont subi cette violence pendant toutes ces années. Dans ces circonstances, la situation des femmes maghrébines est comparable à celle de leurs congénères d'origine belge. En raison du manque de moyens de subsistance et d'une dépendance quasi absolue de leur mari, elles ne peuvent quitter celui-ci. Heureusement, ces femmes peuvent compter sur une réelle solidarité de la part d'autres femmes musulmanes.*

*L'ampleur et la nature de cette problématique exigent des actions rapides et énergiques. Il faut mettre fin à ces pratiques criminelles et avilissantes. La société porte une grande responsabilité à cet égard.*

*La ministre peut-elle évaluer l'ampleur de cette problématique ? Dispose-t-elle de chiffres et de données concernant la violence intrafamiliale dans les familles d'origine maghrébine ? Quel est le nombre de plaintes déposées ces dernières années pour ce type de violence à l'égard de musulmanes ? Des évolutions sont-elles*

*coördinatieorganen voor te leggen, met de vraag de mogelijke samenwerkingsvormen tussen de verschillende universiteiten te onderzoeken. Het dossier zal ook worden overgelegd aan de gemeenschapsministers voor het hoger onderwijs.*

**Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo).** – *Ik dank de minister voor haar steun aan dit project. Als gemeenschapssenator zal ik de minister voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap zeker ondervragen om me te vergewissen van zijn steun, temeer daar hij zijn interesse voor de studie en voor een dergelijk initiatief al heeft laten blijken. Ik zal me daarna opnieuw tot u richten om te bekijken hoe we vooruitgang kunnen boeken bij de realisatie van dit project.*

### Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid en aan de minister van Binnenlandse Zaken over «huiselijk geweld tegen moslima's» (nr. 5-371)

**De heer Bert Anciaux (sp.a).** – Zoals al hun seksegenoten, zijn ook veel vrouwen van Maghrebijnse afkomst het slachtoffer van huiselijk geweld. Deze vorm van geweld, een ontoelaatbare en criminale praktijk, blijkt breed verspreid te zijn. De Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims, VOEM, presenteerde onlangs erg verontrustende cijfers en wees erop dat het taboe rond huiselijk geweld bij Maghrebijnse vrouwen relatief groter is. VOEM geeft informatie over huiselijk geweld bij onder andere Marokkaanse vrouwen en treedt op als aanspreekpunt bij een vermoeden van huiselijk geweld. Vrouwen in deze precaire situatie kennen onvoldoende hun rechten, beschikken niet over financiële autonomie en raken volkomen geïsoleerd. Vaak gaat het om Marokkaanse vrouwen die hier trouwen met een Belgisch-Marokkaanse man. Sommigen van die vrouwen leven hier al 15 tot 20 jaar en doorstonden al die jaren huiselijk geweld. Ook in deze situatie zijn Maghrebijnse vrouwen sterk vergelijkbaar met hun lotgenoten van Belgische afkomst. Door een gebrek aan bestaansmiddelen en een nagenoeg absolute afhankelijkheid van hun man kunnen ze hun man onmogelijk verlaten. Gelukkig kunnen die vrouwen rekenen op echte solidariteit van andere moslima's.

De omvang en aard van deze problematiek eisen snelle en doortastende acties. Deze criminale en mensonwaardige praktijken moeten stoppen. De samenleving draagt hier een grote verantwoordelijkheid.

Kan de minister de omvang en het belang van deze problematiek inschatten? Beschikt de minister over cijfers en gegevens met betrekking tot huiselijk geweld in families van Maghrebijnse afkomst? Kan de minister zeggen hoeveel klachten over huiselijk geweld tegen moslima's de afgelopen jaren werden ingediend? Kunnen er evoluties worden vastgesteld en geduid? Kan de minister zeggen hoeveel strafrechtelijke en burgerrechterlijke procedures over deze problematiek werden gevoerd? Weet de minister tot welk resultaat deze klachten hebben geleid? Beschikt de minister

constatées ? Lesquelles ? Quel est le nombre de procédures pénales ou civiles ouvertes au sujet de cette problématique ? Quel est le résultat de ces plaintes ? La ministre dispose-t-elle d'évaluations ?

Existe-t-il une collaboration entre la Justice et les services de police ? Existe-t-il une collaboration avec les administrations communales et les CPAS ? Est-il fait appel à l'expertise d'organisations telles que la VOEM ? Comment se déroulent ces collaborations ?

Depuis 2001, la Belgique dispose de plusieurs plans d'actions contre la violence intrafamiliale. Le dernier Plan d'action national de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales couvre la période 2010-2014. Quels sont les résultats de l'évaluation des plans d'action antérieurs ? Ont-ils contribué à diminuer la violence intrafamiliale ? Quels sont les ministres et les départements concernés par le Plan d'action et quels en sont les effets positifs sur la collaboration sur le terrain ?

Le Plan d'action prévoit-il explicitement une attention particulière pour la situation des familles maghrébines ? Existe-t-il des projets concrets ? Quel budget y est-il affecté ? Se préoccupe-t-on suffisamment de l'information, de la prévention ainsi que de la sensibilisation de ce groupe cible ? Comment se déroulent ces campagnes d'information et de prévention ? Qui est associé à ces campagnes ?

La réglementation et les mesures relatives à la protection contre la violence domestique et à sa détection ont-elles déjà été évaluées ? La ministre estime-t-elle qu'il existe des insuffisances dans cette réglementation ou dans son application ? Lesquelles ? Quelles initiatives la ministre envisage-t-elle, en collaboration avec les autres ministres, afin d'améliorer à l'avenir le respect de cette réglementation ?

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Mes compétences concernant la violence, la justice et le droit pénal étant assez limitées, il serait préférable de demander des données et des chiffres aux ministres de la Justice et de l'Intérieur.

**M. Bert Anciaux (sp.a).** – Ma demande d'explications est adressée tant à la ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile qu'à la ministre de l'Intérieur. La demande d'explications étant toujours orientée vers un seul ministre, je présume que vous vous exprimez également au nom de votre collègue.

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Je ne dispose pas de toutes les données mais je demanderai des informations complémentaires à mes collègues.

Un nouveau Plan d'action national – PAN – a été adopté en novembre 2010. Il est le fruit d'un travail de longue haleine réalisé en concertation avec les ministres fédéraux, communautaires et régionaux concernés.

Si ce nouveau plan d'action a pour objet principal la violence entre partenaires, il a néanmoins été élargi à trois autres types de violence liée au genre : les mutilations génitales

over evaluaties?

Is er samenwerking tussen Justitie en politiediensten en hoe verloopt die? Is er samenwerking met de gemeentebesturen en de OCMW's? Doet men een beroep op de expertise van organisaties zoals VOEM? Hoe verloopt die samenwerking?

Sinds 2001 beschikt België over verschillende actieplannen tegen huiselijk geweld. Het laatste Nationaal Actieplan ter Bestrijding van Partnergeweld en andere vormen van Intrafamiliaal geweld beslaat de periode 2010-2014. Tot welke resultaten leidden de evaluaties van de eerdere actieplannen? Resulteerden die actieplannen in een vermindering van huiselijk geweld? Welke ministers en beleidsdepartementen zijn betrokken bij het Actieplan en tot welke gunstige effecten leidt dit voor de samenwerking op het terrein?

Voorziet het Actieplan explicet in aandacht voor de specifieke situatie van Maghrebijnse families? Resulteert dat in concrete projecten en welk budget is daarvoor uitgetrokken? Wordt voldoende gedaan voor informatieverstrekking, preventie en bewustmaking van deze doelgroep? Hoe verlopen deze informatie- en preventiecampagnes en wie worden er allemaal bij betrokken?

Werden de regelgeving en de maatregelen inzake de bescherming tegen en opsporing van huiselijk geweld al geëvalueerd? Zijn er volgens de minister tekortkomingen in deze regelgeving of in de naleving ervan? Waar situeren ze zich? Welke verdere initiatieven plant de minister samen met de andere ministers zodat de regelgeving in de toekomst beter wordt nageleefd?

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Mijn bevoegdheid inzake geweld, justitie en strafrecht is vrij beperkt.

Het is dan ook beter de vragen over gegevens en cijfers te stellen aan de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken.

**De heer Bert Anciaux (sp.a).** – Ik heb deze vraag gericht tot zowel de minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid als de minister van Binnenlandse Zaken. De vraag wordt altijd op één minister toegespitst. Ik neem aan dat u spreekt namens uw collega's.

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Ik beschik niet over alle gegevens, maar zal bij mijn collega's aanvullende informatie opvragen.

In november 2010 werd een nieuw nationaal actieplan, NAP, goedgekeurd. Dat is het resultaat van een werk van lange adem, in overleg met de betrokken federale, gewest- en gemeenschapsministers.

Hoewel partnergeweld het hoofdthema van het nieuwe actieplan is, werd het uitgebreid naar drie andere vormen van gendergerelateerd geweld: genitale vermindering bij vrouwen, eergerelateerd geweld en gedwongen huwelijken.

*féminines, les crimes liés à l'honneur et les mariages forcés.*

*Afin de renforcer l'information des femmes immigrées victimes de violence au sujet des possibilités de soutien et de recours, un nouveau dépliant d'information a été élaboré et traduit en dix-sept langues, dont l'arabe et le turc. Il sera prochainement diffusé et permettra aux victimes d'être orientées vers des services pouvant leur fournir une écoute dans leur propre langue.*

*J'ai également commandé à l'Université d'Anvers une recherche sur la dimension de genre dans la politique belge d'asile et de migration. Cet état des lieux et les recommandations qui en découlent devraient nous permettre d'améliorer la prise en charge des victimes de violence parmi les nouvelles arrivantes, réfugiées et demandeuses d'asile.*

*Certaines formes de violence intrafamiliale peuvent donner lieu à une demande de statut de réfugié. C'est pourquoi, nous réalisons pour le moment un état des lieux de la situation juridique des personnes étrangères bénéficiant d'un titre de séjour provisoire ainsi que des victimes de violence familiale. L'objectif est d'arriver à des recommandations concrètes telles que, par exemple, la mise en place d'un système de protection spécifique permettant à ces personnes d'obtenir un permis de séjour indépendamment de celui du conjoint ou du partenaire.*

*Enfin, le PAN prévoit également la réalisation d'une recherche sur le phénomène des violences liées à l'honneur en Belgique. Cette recherche, qui devrait être finalisée à la fin de l'année 2011, devrait nous permettre de disposer d'une meilleure vision de cette problématique encore peu connue.*

*En ce qui concerne le nombre de plaintes déposées et la collaboration entre la Justice et les services de police, je vous invite à prendre contact avec les ministres compétents. Je pourrais éventuellement vous fournir une réponse écrite.*

**M. Bert Anciaux (sp.a).** – J'adresserai mes questions spécifiques par écrit aux ministres compétents.

*Je suis persuadé que la ministre est consciente de l'importance de la lutte contre cette forme de violence et de la nécessité de la soutenir. Il convient de réfléchir au moyen d'assurer une meilleure prévention sur une base confidentielle. Malheureusement, il s'agit d'un problème général. Quelle que soit leur origine, les femmes sont très souvent victimes de violence intrafamiliale. Nous devons continuer à y être attentifs, particulièrement pour les femmes allochtones. Je suis profondément convaincu que l'émancipation et la révolution dans ce groupe de la population seront possibles grâce au femmes. C'est la raison pour laquelle la société doit accorder beaucoup plus d'attention à la protection des femmes contre des situations intolérables.*

**Mme Joëlle Milquet,** vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Le manque de statistiques tant nationales qu'europeennes est l'un de nos principaux problèmes. Non seulement les statistiques générales sont insuffisantes mais les statistiques relatives aux femmes d'origine étrangère sont particulièrement difficiles à obtenir.

Om de migrantenvrouwen die het slachtoffer zijn van geweld beter te informeren over steun- en toevluchtmogelijkheden, werd een nieuwe informatiefolder opgesteld en vertaald in zeventien talen, waaronder het Arabisch en het Turks. Deze folder zal binnenkort verspreid worden, zodat slachtoffers zich kunnen laten begeleiden naar diensten waar naar hen wordt geluisterd en ze zich in hun eigen taal kunnen uitdrukken.

Ook heb ik de Universiteit Antwerpen gevraagd een studie te doen naar de genderdimensie in het Belgische asiel- en migratiebeleid. Dankzij de stand van zaken en de aanbevelingen die daaruit volgen, moeten de slachtoffers van geweld onder de nieuwkomers, vluchtelingen en asielzoekers beter kunnen worden begeleid.

Bepaalde vormen van huiselijk geweld kunnen een reden zijn voor de toekenning van de vluchtingenstatus. Daarom maken we momenteel een stand van zaken op van de juridische situatie van buitenlanders met een voorlopige verblijfsvergunning, alsook van slachtoffers van familiaal geweld. Het is de bedoeling tot concrete aanbevelingen te komen, zoals bijvoorbeeld het invoeren van een specifieke beschermingsregeling waardoor personen een verblijfsvergunning kunnen bekomen, los van die van de partner of de echtgenoot.

Tot slot voorziet het NAP ook in een studie naar het fenomeen van het eergerelateerde geweld in België. Deze studie, die tegen eind 2011 klaar moet zijn, zal ons een betere kijk moeten geven op deze nog vrij onbekende problematiek.

Voor uw vragen over het aantal ingediende klachten en de samenwerking tussen Justitie en politie, zal ik contact opnemen met de bevoegde ministers. Ik kan u eventueel schriftelijk antwoorden.

**De heer Bert Anciaux (sp.a).** – Ik zal mijn specifieke vragen schriftelijk stellen aan de bevoegde ministers.

Ik ben ervan overtuigd dat ook de minister inziet hoe belangrijk de bestrijding van deze vorm van geweld is en hoe belangrijk haar steun is. We moeten er echt over nadenken hoe we op vertrouwelijke basis een betere preventie kunnen realiseren. Jammer genoeg gaat het om een algemeen probleem. Vrouwen, van welke afkomst ook, zijn zeer vaak het slachtoffer van huiselijk geweld. We moeten daar aandacht aan blijven besteden en dat is zeker belangrijk voor vrouwen van allochtone afkomst. Ik ben er honderd procent van overtuigd dat de emancipatie en de revolutie in deze bevolkingsgroep zich dankzij de vrouw zullen voltrekken. Daarom moet ook de samenleving veel meer aandacht schenken aan de bescherming van vrouwen tegen situaties die niet door de beugel kunnen.

**Mevrouw Joëlle Milquet,** vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Zoals u weet, is het gebrek aan echte statistieken, niet alleen nationale, maar ook Europese, een van onze grootste problemen. Er zijn niet alleen te weinig algemene statistieken, er is ook een gebrek aan statistieken over vrouwen van vreemde afkomst omdat dit laatste nog moeilijker ligt.

**Demande d'explications de M. Louis Ide à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la loi fixant la durée du travail des médecins, dentistes, vétérinaires, des candidats-médecins en formation, des candidats-dentistes en formation et étudiants stagiaires se préparant à ces professions» (nº 5-445)**

**Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «la limitation de la durée de travail pour les médecins en formation et la pénurie de médecins» (nº 5-474)**

**M. le président.** – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (Assentiment)

**M. Louis Ide (N-VA).** – La directive européenne 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail fixe la limite du temps de travail hebdomadaire moyen à 48 heures. Cette directive s'applique également aux médecins qui travaillent dans les hôpitaux.

Cette directive a été transposée, juste avant la date-limite européenne, dans la loi fixant la durée du travail des médecins, dentistes, vétérinaires, des candidats-médecins en formation, des candidats-dentistes en formation et étudiants stagiaires se préparant à ces professions. Cette loi a été publiée au Moniteur Belge du 22 décembre 2010.

Afin de garantir la qualité des soins, on peut plaider en faveur de la limite des 48 heures. Notamment par crainte des sanctions que risquait la Belgique, tous les partis politiques ainsi que les associations professionnelles se sont montrés très constructifs, se rendant bien compte que de sérieux problèmes peuvent se poser à la suite de l'entrée en vigueur de cette loi. Pressé par le temps pour éviter les sanctions européennes, on a insuffisamment réfléchi aux conséquences pratiques de cette loi.

Nous devrons prendre à court terme des mesures en espérant pouvoir remédier aux problèmes urgents. Ce sont surtout les services des urgences, qui manquent déjà actuellement de personnel, qui sont les dupes de la législation. Cette nouvelle réglementation n'est-elle pas contraire au principe de base selon lequel chaque médecin, quelle que soit sa fonction ou sa spécialité, doit aider sans délai un malade en danger immédiat ?

**Vraag om uitleg van de heer Louis Ide aan de vice-earsteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de vice-earsteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de wet tot vaststelling van de arbeidsduur van de geneesheren, de tandartsen, de dierenartsen, kandidaat-geneesheren in opleiding, kandidaat-tandartsen in opleiding en studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van deze beroepen» (nr. 5-445)**

**Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-earsteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de vice-earsteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «het beperken van de arbeidsduur voor artsen in opleiding en het tekort aan artsen» (nr. 5-474)**

**De voorzitter.** – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (Instemming)

**De heer Louis Ide (N-VA).** – De Europese richtlijn 2003/88/EG betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd legt de grens van de arbeidstijd vast op gemiddeld 48 uur per week. Deze richtlijn is ook van toepassing op de artsen die in ziekenhuizen werken.

Deze richtlijn is vlak voor de Europese deadline omgezet in de wet tot vaststelling van de arbeidsduur van de geneesheren, de tandartsen, de dierenartsen, kandidaat-geneesheren in opleiding, kandidaat-tandartsen in opleiding en studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van deze beroepen. De wet is gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 december 2010.

Met het oog op het garanderen van een kwalitatieve zorg kan men een pleidooi voeren *in favorem* van de 48-urenmaatregel. Mede uit vrees voor de sancties die België boven het hoofd hingen, stelden alle politieke partijen evenals alle beroepsverenigingen zich zeer constructief op, goed beseffend dat ernstige problemen kunnen ontstaan naar aanleiding van deze wet. Gezien de tijdsdruk om Europese sancties te vermijden, is over de praktische gevolgen ervan onvoldoende nagedacht.

We zullen op korte termijn maatregelen moeten nemen in de hoop acute problemen te kunnen verhelpen. Vooral de nu al onderbemande spoeddiensten zijn de dupe van de wetgeving. Is deze nieuwe regelgeving niet in strijd met het grondprincipe dat elke geneesheer, ongeacht zijn functie of specialiteit, onverwijd hulp moet bieden aan een zieke die in onmiddellijk gevaar verkeert?

*Une certaine flexibilité semble également s'imposer du point de vue du contrôle. L'objectif ne peut quand même être que l'inspection du travail oblige un médecin à arrêter de prodiguer des soins lorsqu'il a atteint la limite des 48 heures, sans qu'une permanence n'ait été garantie pour les soins ? Dans ces circonstances, le fonctionnaire désigné par le Roi doit-il être informé, tel que prévu à l'article 5 ? Un arrêté d'exécution a-t-il été préparé ? Si oui, quel fonctionnaire doit être informé et de quelle manière ?*

*En outre, la nouvelle réglementation accentue la discrimination entre les médecins salariés et indépendants qui travaillent dans un hôpital. Les médecins salariés seraient, du fait de la loi, limités dans leurs activités alors que les indépendants ne se verraiient imposer aucune limitation. Ne serait-il pas judicieux de demander un avis à ce sujet à la toute nouvelle chambre normative de la Commission de règlement de la relation de travail ?*

*L'article 4, 3<sup>e</sup> de la loi prévoit que les dispositions de la loi ne s'appliquent pas « aux personnes investies d'un poste de direction ». On ne retrouve cependant pas dans la loi de description spécifique de cette fonction. Quelle est l'interprétation de la ministre ?*

*L'article 7, §2, de la loi porte sur la rémunération complémentaire des candidats médecins. Il exige lui aussi une disposition d'exécution. Où en est-on à ce sujet ?*

*L'article 8 prévoit que l'employeur est tenu de disposer d'un registre « reprenant les prestations journalières effectuées par les travailleurs selon un ordre chronologique. Ce registre peut être tenu de manière électronique. » Une pointeuse permet-elle de respecter cette exigence légale ? Une pointeuse n'est-elle pas contraire à la déontologie du médecin ? Comment peut-on concilier ceci avec la situation des cadres d'une entreprise qui travaillent eux aussi plus de 48 heures par semaine ?*

*Est-il possible qu'un médecin spécialiste salarié devienne indépendant à titre complémentaire et déclare sous ce statut ses tâches au service des urgences, tâches clairement distinctes de ses tâches journalières dans l'hôpital ? La loi ne dépasse-t-elle pas son objectif ?*

*La concertation se poursuit-elle avec les associations professionnelles, les hôpitaux et les parties intéressées qui, je le suppose, se posent les mêmes questions ?*

**M. Bert Anciaux (sp.a).** – *La ministre de l'Emploi et celle des Affaires sociales ont récemment annoncé que le conseil des ministres a approuvé le projet de loi transposant la directive européenne relative à l'adaptation de la durée du travail des médecins, dentistes, vétérinaires, des candidats-médecins en formation, des candidats-dentistes en formation et étudiants stagiaires se préparant à ces professions.*

*Le projet de loi fixe une durée maximale du temps de travail de manière à ce que les salariés précités puissent disposer d'un temps de repos suffisant. La mesure vise à protéger leur santé et celle de leurs patients.*

*La durée de travail hebdomadaire des salariés visés ne peut dépasser une moyenne de 48 heures pendant une période de référence de 13 semaines. Si cette durée moyenne est dépassée, les heures excédentaires doivent absolument être*

Ook op het vlak van controle lijkt enige flexibiliteit op zijn plaats. Het kan toch niet de bedoeling zijn dat de arbeidsinspectie een arts zal dwingen om bij het bereiken van de grens van 48 uur de verzorging te staken zonder dat een permanentie voor de verzorging gegarandeerd is? Moet in dergelijke omstandigheden de door de Koning aangewezen ambtenaar op de hoogte gebracht worden, zoals gestipuleerd in artikel 5? Werd een uitvoeringsbesluit voorbereid? Zo ja, welke ambtenaar moet op de hoogte gebracht worden en op welke manier?

Bovendien accentueert de nieuwe regelgeving de discriminatie tussen gesalarieerde en zelfstandige artsen die werkzaam zijn in een ziekenhuis. Gesalarieerde artsen in ziekenhuizen zouden door deze wet in hun activiteiten beperkt worden, terwijl zelfstandigen geen beperking opgelegd krijgen? Ware het niet verstandig in deze een advies te vragen aan de gloednieuwe normatieve kamer van de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie?

Artikel 4, 3<sup>e</sup> van de wet zegt dat de bepalingen van de wet niet van toepassing zijn op ‘de personen die een leidinggevende functie’ uitoefenen. Een specifieke omschrijving van deze functie is in de wet echter niet terug te vinden. Wat begrijpt de minister daaronder?

Ook artikel 7, §2, van de wet in verband met het aanvullend loon van de kandidaat-geneesheren vereist een uitvoeringsbepaling. Hoe ver staat het hiermee?

In artikel 8 wordt bepaald dat de werkgever over een register moet beschikken dat ‘de door de werknemers geleverde dagelijkse prestaties volgens chronologische volgorde herneemt. Dat register mag op elektronische wijze worden bijgehouden.’ Komt een prikklok tegemoet aan deze wettelijke vereisten? Is een prikklok niet in strijd met de deontologie van de arts? Hoe valt dit te rijmen met pakweg kaderleden in bedrijven die ook meer dan de luttele 48 uur per week kloppen?

Kan het dat een gesalarieerd arts-specialist zelfstandige in bijberoep wordt en zijn taken op de spoedgevallendienst, die duidelijk te onderscheiden zijn van zijn dagtaken in het ziekenhuis, onder dit statuut aangeeft? Schiet de wet dan zijn doel niet voorbij?

Is er nog verder overleg met de beroepsverenigingen, ziekenhuizen en belanghebbende partijen die, naar ik vermoed, met dezelfde vragen zitten?

**De heer Bert Anciaux (sp.a).** – De minister van Werk en die van Sociale Zaken meldden onlangs dat de ministerraad het wetsontwerp goedgekeurd heeft dat omzetting regelt van de Europese richtlijn omtrent de aanpassing van de arbeidsduur van de artsen, tandartsen, dierenartsen, kandidaat-artsen in opleiding, kandidaat-tandartsen in opleiding en van de studenten stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van die beroepen.

Het wetsontwerp bepaalt een maximumduur van de arbeidstijd zodat voornoemde werknemers over voldoende rusttijd kunnen beschikken. De maatregel beoogt de bescherming van hun gezondheid en die van hun patiënten.

De wekelijkse arbeidsduur van de beoogde werknemers mag niet meer bedragen dan gemiddeld 48 uur over een referelperiode van 13 weken. Als die gemiddelde arbeidsduur

*récupérées durant la période de référence. La semaine de travail ne peut en aucun cas dépasser la limite absolue de 60 heures.*

*Cette adaptation de la durée de travail ne peut être considérée séparément d'autres mesures existantes : le contingentement et le numerus clausus des médecins. Le contingentement consiste à limiter le nombre des diplômés recevant l'accès aux professions médicales comme celles de médecin, de dentiste et de kinésithérapeute. C'est pourquoi le gouvernement détermine chaque année le nombre de médecins, dentistes et kinésithérapeutes qui peuvent accéder au marché du travail. Par ailleurs, avec le numerus clausus, on organise un examen d'accès aux études de médecin et de dentiste. Lors de cet examen, un résultat minimum doit être atteint mais le nombre de lauréats n'est pas fixé à l'avance.*

*Toutes ces mesures concourent toutefois à ce que la pénurie déjà présente de médecins ne s'arrange pas mais s'aggrave au contraire. La pénurie constitue déjà un problème tangible qui menace la qualité des soins de santé.*

*Quelles mesures la ministre prendra-t-elle pour éviter que la qualité des soins de santé ne continue à se dégrader ? Combien de médecins en formation, de généralistes et de spécialistes travaillent-ils aujourd'hui dans le secteur de la santé ? Comment ces chiffres ont-ils évolué annuellement au cours de ces dix dernières années ? Comment l'âge moyen des médecins et des spécialistes a-t-il évolué au cours de cette période ? Une augmentation de l'âge engendrerait en effet un problème supplémentaire. Ces chiffres justifient-ils la limitation de la durée de travail, le contingentement et le numerus clausus ? La ministre a-t-elle connaissance de problèmes graves qui se posent dans les hôpitaux et qui sont dus à la limitation de la durée du travail ? N'est-il pas nécessaire de se concerter rapidement avec le secteur et les communautés pour élaborer des solutions ? Peut-on encore maintenir les mesures limitatives pour les médecins ? En tant que profane, je constate en effet que les avis continuent à diverger dans le secteur au sujet du contingentement et du numerus clausus. Certains sont pour, d'autres sont contre. Comment pouvons-nous trouver une solution à la pénurie de médecins si on établit toujours plus de limitations ? C'est pour moi un mystère.*

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Afin d'assurer une flexibilité maximale et la continuité des soins, il a été convenu dans la nouvelle loi d'appliquer l'article 22 de la directive européenne. On permet ainsi que l'hôpital et le médecin concerné conviennent que soient exécutées par semaine douze heures en plus de la moyenne des 48 heures pendant une période de treize semaines. Le temps de travail hebdomadaire maximal peut ainsi atteindre 72 heures.

*En ce qui concerne l'article 5 de la nouvelle loi, je peux indiquer que l'objectif était, comme expliqué dans l'exposé des motifs, de pouvoir faire face aux cas de force majeure en autorisant un dépassement de certains maxima. Ces derniers ne peuvent être dépassés que pour des événements totalement imprévisibles et urgents qui ne peuvent être appréhendés dans le cadre des activités habituelles de l'hôpital et qui ne sont pas la conséquence d'une mauvaise organisation du travail au sein de ce dernier. L'article 5 prévoit deux types de force*

van 48 uur per week wordt overschreden, moeten de overtollige uren noodzakelijkerwijs worden gerecupereerd binnen de referteperiode. De werkweek mag in geen geval de absolute grens van 60 uur overschrijden.

Die aanpassing van de arbeidsduur kan niet los worden gezien van andere bestaande maatregelen. Ik heb het over de contingentering en de numerus clausus voor artsen. Contingentering is het beperken van het aantal afgestudeerden dat toegang krijgt tot het beroep. In ons land gaat het om de medische beroepen zoals dat van arts, tandarts en kinesitherapeut. De regering legt daarom jaarlijks vast hoeveel artsen, tandartsen en kinesitherapeuten de arbeidsmarkt mogen betreden. Anderzijds is er de numerus clausus waarbij een toelatingsexamen wordt georganiseerd voor de studie van arts en tandarts, waarvoor een minimumresultaat moet worden behaald, maar waarbij het aantal geslaagden niet van tevoren vaststaat.

Al die maatregelen samen leiden er echter toe dat het reeds aanwezige tekort aan artsen niet zal verminderen, maar eerder zal toenemen. Het tekort is nu al een tastbaar probleem dat de kwaliteit van de gezondheidszorg bedreigt.

Welke maatregelen zal de minister nemen om te vermijden dat de kwaliteit van de gezondheidszorg verder daalt? Hoeveel artsen in opleiding, huisartsen en specialisten werken vandaag in de gezondheidssector? Hoe evolueren die cijfers jaarlijks gedurende de laatste tien jaar? Hoe evolueerde de gemiddelde leeftijd van de artsen en specialisten gedurende de laatste tien jaar? Een leeftijdsstijging zou immers een bijkomend probleem opleveren. Verantwoorden die cijfers de beperking van de arbeidsduur, de contingentering en de numerus clausus? Heeft de minister weet van ernstige problemen in de ziekenhuizen door de beperking van de arbeidsduur? Is er niet dringend overleg nodig met de sector en de gemeenschappen om oplossingen uit te werken? Kan men nog langer vasthouden aan de beperkende maatregelen voor artsen? Als leek stel ik immers vast dat over de contingentering en de numerus clausus verschillende meningen leven binnen de sector, sommigen zijn voor anderen tegen. Het is me een raadsel hoe we een oplossing kunnen vinden voor het tekort aan artsen als men steeds meer beperkingen instelt.

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Met het oog op een maximale flexibiliteit en om de continuïteit van de zorg te verzekeren, werd in de nieuwe wet eveneens overeengekomen om artikel 22 van de Europese richtlijn toe te passen. Daardoor kan worden toegestaan dat het ziekenhuis en de betrokken geneesheer overeenkomen om twaalf uur per week arbeidstijd te verrichten bovenop de gemiddelde 48 uur over een periode van dertien weken. Daardoor kan de wekelijkse arbeidstijd maximaal 72 uur bedragen.

Inzake de vraag over artikel 5 van de nieuwe wet, kan ik zeggen dat het de bedoeling was, zoals verduidelijkt in de memorie van toelichting, het hoofd te kunnen bieden aan gevallen van overmacht door een overschrijding van bepaalde maximale grenzen toe te staan. Die grenzen kunnen enkel worden overschreden voor volledig onvoorzienbare en dringende gebeurtenissen die niet kunnen worden gedragen in het kader van de gewone activiteiten van het ziekenhuis en

*majeure : un accident survenu ou imminent et un événement imprévu pour lequel il est exigé que le fonctionnaire désigné par le Roi soit informé. Ainsi un service d'urgences d'un hôpital doit par exemple être en mesure de recevoir à tout moment des patients et doit par conséquent être organisé de manière à pouvoir faire face à différentes situations possibles. On ne peut toutefois exiger d'un tel service qu'il puisse disposer dans le cadre d'une organisation normale de travail d'une équipe médicale suffisante pour assurer la prise en charge d'un très grand nombre de patients à la suite d'une catastrophe comme par exemple la catastrophe ferroviaire de Buizingen. Dans ce cas, il est légitime que l'équipe médicale en service reçoive l'autorisation de dépasser, si nécessaire, certaines limites de durée de travail dans le cadre de cet accident qui constitue un événement totalement imprévisible et qui exige une réaction rapide. Un autre exemple est l'absence imprévue d'un médecin qui doit prendre la relève au sein d'un service et l'impossibilité de lui trouver un remplaçant à court terme. Dans ce cas, le médecin présent sera autorisé à poursuivre ses activités afin d'assurer la continuité des soins jusqu'à ce que le remplaçant arrive. Puisque ceci concerne une nécessité imprévue, le fonctionnaire désigné devra toutefois être informé.*

*Les fonctionnaires de contrôle des lois sociales sont chargés de la surveillance de l'application de la nouvelle loi. Ce sont par conséquent ces fonctionnaires qui doivent éventuellement être informés des événements de force majeure justifiant le dépassement des limites maximales. Cette information peut avoir lieu a posteriori.*

*Plusieurs questions de M. Anciaux, notamment celle portant sur le numerus clausus, relèvent des compétences de Mme Onkelinx.*

*Il s'agit d'une nouvelle loi avec de nouvelles pratiques. Après six mois, je trouve intéressant de procéder à une évaluation approfondie, en concertation avec les hôpitaux.*

**M. Louis Ide (N-VA).** – *Le contingentement n'a rien à voir avec cette problématique puisqu'il existe déjà aujourd'hui un système permettant l'utilisation des futurs numéros INAMI. Le contingentement se déroule donc de manière très flexible ; le contingent est déjà largement dépassé cette année. On engage donc déjà plus de médecins, surtout dans la partie francophone du pays, où l'essentiel des médecins roumains travaillent également. Ceci constitue toutefois la dimension européenne de l'affaire.*

*Octroyer à davantage de médecins un numéro INAMI ne résoudra pas tous les problèmes, par exemple la pénurie de médecins. En outre, la pénurie d'urgentistes est due à la suppression en 2008 du système des médecins titulaires du brevet de médecine aiguë. Avant de changer quoi que ce soit au contingentement, Mme Onkelinx doit travailler à un cadastre.*

*Il n'a pas été répondu à certaines de mes questions. Je n'ai pas reçu de réponse à ma question de savoir si un médecin*

die niet het gevolg zijn van een slechte arbeidsorganisatie in het ziekenhuis. Er worden twee soorten overmacht in artikel 5 opgesomd: een ongeval dat zich heeft voorgedaan of een dreigend ongeval, en een onvoorzien gebeurtenis waarvoor vereist is dat de door de Koning aangewezen ambtenaar op de hoogte wordt gebracht. Zo moet bijvoorbeeld een spoedgevallendienst van een ziekenhuis in staat zijn op elk ogenblik patiënten te ontvangen en moet de dienst derhalve zo georganiseerd zijn dat aan uiteenlopende situaties het hoofd kan worden geboden. Evenwel kan van een dergelijke dienst niet worden geëist dat die in het raam van de gewone arbeidsorganisatie kan beschikken over een medisch team dat toereikend is om de opname te verzekeren van een zeer groot aantal patiënten naar aanleiding van een ramp zoals bijvoorbeeld de treinramp van Buizingen. In dat geval is het derhalve gerechtvaardig dat het medische team dat dan dienst heeft de toestemming heeft om, indien noodzakelijk, bepaalde grenzen van de arbeidsduur te overschrijden in het kader van dat ongeval, dat een volledig onvoorzienbare gebeurtenis is en dat een dringende reactie vereist. Een ander voorbeeld is de onvoorzien afwezigheid van een geneesheer die binnen een dienst moet aflossen en de onmogelijkheid om op korte termijn een vervangend geneesheer te vinden. In dat geval zal de aanwezige geneesheer de toestemming hebben zijn activiteiten voort te zetten om de continuïteit van de zorg te verzekeren tot de vervanger komt. Aangezien dit een onvoorzien noodzaak betreft, zal de aangewezen ambtenaar evenwel moeten worden ingelicht.

De ambtenaren van het toezicht op de sociale wetten zijn belast met het toezicht op de toepassing van de nieuwe wet. Bijgevolg zijn het die ambtenaren die eventueel op de hoogte moeten worden gebracht van de voorgevallen gebeurtenis van overmacht waardoor de overschrijding van de maximale grenzen gerechtvaardigd is. Die informatie kan a posteriori worden gegeven.

Enkele vragen van de heer Anciaux, onder meer de vragen over numerus clausus, vallen onder de bevoegdheid van mijn collega, mevrouw Onkelinx.

Het is een nieuwe wet met nieuwe praktijken. Na zes maanden vind ik het interessant dat we een grondige evaluatie maken, in overleg met de ziekenhuizen.

**De heer Louis Ide (N-VA).** – De contingentering staat enigszins los van deze problematiek, aangezien er nu al een systeem bestaat waardoor toekomstige RIZIV-nummers gebruikt worden. De contingentering verloopt dus zeer flexibel; het contingent is dit jaar al ruim overschreven. Men zet dus al meer artsen in, vooral in het Franstalige landsgedeelte, waar ook voornamelijk de Roemeense artsen aan de slag gaan. Maar dat laatste is de Europese dimensie van het verhaal.

Meer artsen een RIZIV-nummer toe te kennen, zal niet alle problemen oplossen, bijvoorbeeld het tekort aan huisartsen. Bovendien is het tekort aan spoedartsen te wijten aan het afschaffen van het systeem van de BAG-artsen in 2008. Voor iets veranderd wordt aan de contingentering, moet mevrouw Onkelinx werk maken van een kadaster.

Sommige van mijn vragen werden niet beantwoord. Ik kreeg geen antwoord op mijn vraag of een gesalarieerde arts-specialist in een spoeddienst kan werken als zelfstandige in

*spécialiste salarié peut travailler dans un service des urgences en tant qu’indépendant à titre complémentaire. Je n’ai pas davantage obtenu de définition de la notion de « fonction dirigeante ». S’agit-il du chef de service, du médecin qui supervise les infirmiers ? Je n’ai pas non plus reçu de réponse à ma question sur les mesures d’exécution relatives à la rémunération complémentaire des candidats médecins ni à ma question sur la concertation avec les associations professionnelles et les hôpitaux.*

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile. – La ministre Onkelinx a déjà répondu à ces questions. Je peux vous procurer demain ses réponses écrites.

**M. Louis Ide (N-VA)**. – Certaines de mes questions concernaient en effet la ministre Onkelinx. Mme Onkelinx considère toutefois cette problématique du point de vue de la santé publique et de la continuité des soins. J’aimerais recevoir une réponse à mes questions sur son aspect de droit du travail. Ce donnerait un point d’appui pour les médecins concernés.

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile. – Les thèmes sont en effet liés. Je vais élaborer une réponse commune avec Mme Onkelinx qui abordera tant l’aspect du travail que celui de la prestations de soins.

**M. Bert Anciaux (sp.a)**. – Bien que ma question s’adressait à deux ministres, j’ai mis davantage l’accent sur la santé publique. Je puis peut-être encore poser certaines questions à la ministre Onkelinx.

**Mme Joëlle Milquet**, vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile. – Je désire aussi me concerter avec ma collègue Onkelinx pour ces questions.

**M. Bert Anciaux (sp.a)**. – Je comprends que la ministre Milquet considère la question du point de vue du droit du travail, mais quoi qu’il en soit nous devons poursuivre le débat. Un problème se pose plus précisément en ce qui concerne les généralistes, du moins dans certaines régions. Toutes ces mesures restrictives ne résoudront certainement pas ce problème. C’est pourquoi je continue à demander que l’on s’y intéresse.

(La séance est levée à 17 h 00.)

bijberoep? Ik heb ook geen definitie gekregen van het begrip ‘leidinggevende functie’. Gaat het om het diensthoofd, de arts die de verpleegkundigen superviseert? Ik kreeg evenmin een antwoord op mijn vraag over de uitvoeringsbepalingen inzake het aanvullend loon voor kandidaat-geneesheren en ook niet op mijn vraag over het overleg met de beroepsverenigingen en de ziekenhuizen.

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Minister Onkelinx heeft al op die verschillende vragen geantwoord. Ik kan morgen haar schriftelijke antwoorden laten bezorgen.

**De heer Louis Ide (N-VA)**. – Sommige van mijn deelvragen waren inderdaad voor minister Onkelinx bedoeld. Mevrouw Onkelinx bekijkt deze problematiek echter vanuit het oogpunt van volksgezondheid en continuïteit van zorg. Ik had echter ook graag een antwoord op mijn vragen gekregen over de arbeidsrechtelijke kant van de zaak. Dat zou een houvast betekenen voor de betrokken artsen.

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – De thema’s zijn inderdaad met elkaar verbonden. Ik zal samen met minister Onkelinx een gezamenlijk antwoord opstellen dat zowel op het aspect arbeid als op het aspect zorgverstrekking ingaat.

**De heer Bert Anciaux (sp.a)**. – Hoewel mijn vraag aan twee ministers was gericht, heb ik inderdaad wat meer de nadruk gelegd op de volksgezondheid. Sommige vragen kan ik misschien nog eens stellen aan minister Onkelinx.

**Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Voor die vragen wil ik ook wel overleggen met collega Onkelinx.

**De heer Bert Anciaux (sp.a)**. – Ik begrijp dat minister Milquet de zaak bekijkt vanuit een arbeidsrechtelijke situatie, maar hoe dan ook moeten we het debat voortzetten. Meer bepaald wat de huisartsen betreft, is er een probleem, vooral in bepaalde streken. Al die beperkende maatregelen zullen dat probleem zeker niet oplossen. Daarom blijf ik aandacht vragen voor de problematiek.

(De vergadering wordt gesloten om 17.00 uur.)